Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Contribution-au-debat-pour-le

Contribution au 33ème congres (site PCF)

Contribution au débat pour le congrès :

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF - Contributions -

Date de mise en ligne : jeudi 3 novembre 2005

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

1- Orientations politiques :

Le but des communistes doit être l'abolition du capitalisme et du salariat. Il s'agit de mettre fin à la dictature des marchandises, de l'argent et des profits, en défendant un autre projet de société, basé sur la liberté, l'égalité, le partage, le collectivisme. Pour cela il nous faut lutter au jour le jour, ouvertement, contre le pouvoir d'Etat et du patronat, et contre toutes les formes de hiérarchie - pour en finir avec la division de la société en classes sociales, avec le sexisme, avec toutes les formes de racisme et de nationalisme. Tel devrait être le cadre global dans lequel viendrait s'inscrire l'ensemble de notre activité.

Etant donné la situation actuelle en france, l'objectif immédiat est d'en finir avec la politique violente et injuste de l'Ump et du Medef. Nous ne pouvons pas attendre les échéances de 2007 : s'ils restent un an et demi de plus au pouvoir, ils continueront la casse des acquis sociaux, ils continueront leur politique au service exclusif de la classe sociale dominante. Le vote NON du 29 mai a été suivi par la nomination du gouvernement Villepin, véritable brigade d'" ultras-OUI ", chargé de mener une politique strictement opposée à la logique des grèves du printemps 2003 et du vote du 29 mai 2005.

Le gouvernement Ump-Medef est fondamentalement illégitime : nous devons contribuer à le chasser du pouvoir, à faire partir Chirac-Villepin-Sarkozy, et militer pour le pouvoir au peuple, la démocratie directe, ainsi que l'annulation de toutes les attaques de l'Ump et des gouvernements précédents, pour arriver à la suite logique du processus : la rupture avec le capitalisme.

Le monde actuel est celui des inégalités, de l'individualisme, de la précarité, du chômage, de la guerre, de l'aliénation. Notre objectif permanent doit être la construction par les salariés, les chômeurs et les jeunes, d'une société de démocratie directe, auto-organisée, libre, égalitaire, socialiste, débarrassée des frontières.

Les actions quotidiennes contre le chômage, pour les hausses de salaire et pour la baisse du temps du travail doivent être poursuivies et renforcées, mais elles n'ont de sens dans un projet communiste que si ces revendications immédiates sont liées explicitement à l'objectif d'en finir avec le travail contraint, et l'aliénation qui en découle. Le salariat n'est pas une organisation du travail qui serait " neutre ", c'est un système qui sert exclusivement la classe capitaliste, au détriment des salariés et des chômeurs.

Dans la Critique du programme de Gotha, Karl Marx écrivait : " le système du travail salarié est un système d'esclavage ". En ces temps de chômage de masse, il faut d'autant moins abandonner l'objectif de l'abolition du travail salarié, étant donné que le chômage ne pourra être supprimé de façon définitive qu'en changeant l'organisation même du travail. Notre projet communiste doit prendre en compte la nécessité de se libérer du travail, et en premier lieu du travail salarié.

Notre internationalisme doit se renforcer, dans la solidarité avec les pays du sud, et donc dans la lutte contre tous les impérialismes. Il faut rappeler que les principes internationalistes sont incompatibles avec la participation à un gouvernement de gestion de l'impérialisme français - comme l'était le gouvernement Jospin. C'est un devoir permanent que de combattre le système post-colonial entretenu par l'état français depuis des décennies, qui se manifeste notamment par le soutien aux dictateurs " amis ", des interventions militaires, des massacres de civils (comme en novembre 2004 en Côte d'Ivoire)... Au delà, en tant que défenseurs résolus de la paix, notre action doit s'intensifier pour la démilitarisation totale, en france et dans le monde, ainsi que pour la dénucléarisation (militaire et civile).

Copyright © Le Vénissian

D'un point de vue social et écologique, il est nécessaire de militer pour la gratuité et un développement considérable des transports en commun. En urgence, exigeons la gratuité pour les chômeurs et allocataires des minima sociaux en ce qui concerne la Sncf et les réseaux de bus, de tramways et de métros. Cela peut être obtenu rapidement en particulier au sein des régions où le PCF fait parti de la majorité : c'est une question de volonté politique.

2- Organisation interne et réforme des statuts :

Nous proposons de révolutionner le PCF, de l'ouvrir à l'ensemble des marxistes démocratiques : transformer le PCF en " Parti des Communistes de france ", avec une démarche d'unification pouvant s'apparenter à celle du Partito della Rifondazione Comunista en Italie.
Renforcer le PCF et permettre cette ouverture exige de se débarrasser des restes de stalinisme qui malheureusement persistent, notamment l'interdiction des tendances. Nous proposons que le congrès intègre dans les statuts le droit permanent de tendance, et le droit de tribune des tendances et courants de pensée minoritaires dans les organes du PCF.

Les statuts doivent être revus afin que les adhérents soient pleinement souverains sur l'orientation du Parti, pour que les instances nationales ne soient plus un appareil de permanents, mais un groupe de coordination avec un renouvellement important et une représentation de toutes les sensibilités communistes démocratiques. Il s'agit de favoriser la démocratie, la transparence et la rotation des tâches à tous les niveaux du Parti.
Nous avons besoin de véritable démocratie interne, avec la création d'un outil de libre discussion sur l'ensemble de la situation politique et de l'orientation du PCF, avec libre expression de tous les adhérents qui le souhaitent par des contributions écrites.

Enfin, nous proposons que soient intégrés dans l'introduction des statuts les valeurs de l'internationalisme, la lutte pour l'abolition du capitalisme et du salariat, et l'objectif d'une société socialiste et de démocratie directe.

3- Prochaine élection présidentielle :

Un des trois points de l'ordre du jour annoncé pour le congrès est " la désignation de la candidature à l'élection présidentielle ". C'est assez étonnant, vu que les adhérents du PCF n'ont à ce jour même pas tranché entre candidature unitaire et candidature strictement PCF ! De plus, nous focaliser dès maintenant sur la prochaine présidentielle serait une erreur. Il est possible que cette élection soit bouleversée, voire qu'elle n'ait pas lieue du tout, si les mobilisations permettent de faire partir Chirac sans attendre le terme prévu par les institutions anti-démocratiques de la 5e république, voire permettent de mettre fin au régime actuel et à ses dispositions post-monarchiques.

Puisque le sujet est à l'ordre du jour du congrès, nous estimons qu'il faut poursuivre la dynamique de la victoire du Non le 29 mai, en présentant le moment venu une candidature d'unité anti-capitaliste. Une candidature PCF seule serait un repli, et se limiterait à une candidature de " témoignage " incapable d'aller au second tour.
Au contraire, une candidature d'unité anti-capitaliste correspondrait à la situation et à l'exigence de rupture politique exprimée par le vote du 29 mai, tout en étant potentiellement capable de se qualifier au second tour et donc d'éliminer un des candidats de défense du capitalisme. Une base politique devrait être définie démocratiquement par tous ceux qui le souhaiteront, en rompant avec les accords d'appareils, et si un accord programmatique correct est dégagé, refusant la loi de l'argent et s'attaquant au capitalisme, alors la désignation de la candidate ou du candidat pourrait avoir lieu par un vote dans tous les comités locaux soutenant cette démarche.

Copyright © Le Vénissian

Premiers signataires :

- Julien Chuzeville, PCF Charenton (94)
- Emile Fabrol, PCF Bobigny (93)
- Yannick Fabrol, PCF Bobigny (93)
- Patrice Leguérinais, PCF Créteil (94

Copyright © Le Vénissian